

SHOAH

Prise de vue

En hébreu, *shoah* signifie catastrophe. Ce terme est de plus en plus employé, de préférence à holocauste, pour désigner l'extermination des juifs réalisée par le régime nazi. Il suggère un sentiment d'épouvante religieuse devant l'anéantissement qui fondit soudain sur des millions d'innocents. La persécution avait jusque-là accompagné l'existence du peuple juif ; elle prit avec le III^e Reich une forme extrême, celle d'une entreprise d'annihilation qui devait faire disparaître à jamais un peuple de la face de la Terre.

Dans ses grandes lignes, l'événement est aujourd'hui l'objet d'une connaissance historique assurée, qui s'appuie sur des sources multiples : documents d'époque, nombreux et malgré tout lacunaires ; témoignages de survivants ; aveux circonstanciés d'exécutants devant les tribunaux, qu'il s'agisse des procès de Nuremberg au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de celui d'Adolf Eichmann, à Jérusalem en 1961, ou de gardiens de camps en Allemagne fédérale dans les années 1960 et 1970.

Nous savons l'essentiel sur l'organisation du crime, les méthodes employées, le nombre approximatif des victimes. En raison de sa complexité et de sa monstruosité, la Shoah demeure toutefois pour l'historien un foyer d'interrogations. Les divergences d'évaluation sont visibles dès lors qu'il s'agit de reconstituer la genèse de l'événement, de définir les conditions qui en ont permis la réalisation ou d'apprécier sa place dans l'histoire.

Enfin, par-delà ce qu'autorisent les moyens de l'investigation historique, la Shoah continue de lancer un défi à la conscience morale de l'humanité et en particulier à celle de l'Europe.

L'entreprise d'extermination

Rappelons au départ les traits majeurs du génocide et son bilan. L'entreprise d'extermination commença en 1941. Dans les années précédentes, les juifs avaient eu à subir discriminations et violences de la part du régime nazi. Plusieurs centaines de juifs allemands furent assassinés dans les mois qui suivirent la prise du pouvoir, en 1933, et surtout lors du pogrom d'Etat connu sous le nom de Nuit de cristal (10 novembre 1938).

Plusieurs milliers de juifs polonais furent exécutés sommairement au cours de la campagne de Pologne en septembre 1939 ; dans les deux années suivantes, des dizaines de milliers d'autres moururent par suite de leurs horribles conditions de vie dans les ghettos et les camps de travail forcé.

Ces violences et ces morts, qui témoignent suffisamment de la haine profonde des nazis pour les juifs, ne s'inscrivaient pas, toutefois, dans un plan d'extermination.

C'est en 1941 que fut lancé le génocide à l'échelle européenne. On dispose à cet égard d'un document crucial, le procès-verbal de la fameuse conférence de Wannsee, qui se tint à Berlin le 20 janvier 1942. Selon le témoignage donné par Eichmann à Jérusalem, ce procès-verbal fut épuré ; tout ne devait pas apparaître de ce qui avait été dit, mais l'essentiel devait s'y trouver. Convoquée par Reinhard Heydrich, l'un des adjoints de Heinrich Himmler et le responsable direct de la police nazie, cette conférence réunissait les secrétaires d'Etat des principaux ministères.

Himmler et Heydrich, sur qui reposait l'exécution du crime, avaient besoin de la coopération de l'administration allemande. La conférence aurait dû avoir lieu le 9 décembre 1941 ; les invitations avaient été lancées dès la fin de novembre. Au moment où Heydrich mettait au courant le cercle extérieur des participants, la décision était manifestement tombée depuis au moins deux ou trois mois.

La "solution finale de la question juive", présentée lors de cette conférence, concernait l'Europe entière. Les statistiques préparées par Eichmann incluaient même les juifs résidant dans des pays qui n'étaient pas occupés par le Reich, comme la Suisse ou le Portugal. Dans l'immédiat, ceux qui se trouvaient sous

contrôle allemand devaient être déportés à l'Est.

Le protocole demeure elliptique sur le sort qui les attendait ; il mentionne la mise au travail de ceux qui y seraient aptes et passe sous silence le sort des autres (enfants, vieillards, malades, infirmes). Il est facile, pourtant, de le connaître en considérant ce qui était prévu pour les juifs capables de travailler : il était indiqué qu'ils seraient exterminés par le travail intensif ; ceux qui survivraient devraient être tués pour empêcher toute renaissance du "danger juif".

Si même les juifs aptes au travail devaient en définitive disparaître, le sort des autres ne pouvait faire de doute. Que ce soit par mort immédiate ou par mort différée, tous les juifs disparaîtraient de l'Europe.

Le document ne dit rien sur la manière dont devait se faire cette "disparition", bien que l'on sache par le témoignage d'Eichmann que la question fut très ouvertement discutée lors de la réunion. En pratique, deux méthodes furent utilisées : la fusillade et le gazage.

La méthode de la fusillade fut appliquée avant tout en Union soviétique, subsidiairement en Pologne et en Yougoslavie. L'extermination massive de juifs commença en URSS, dans le sillage de la campagne lancée le 22 juin 1941 par Adolf Hitler.

Des unités de la police et de la SS, les *einsatzgruppen*, se livrèrent sur les arrières du front à des massacres d'hommes juifs, avant de s'en prendre à partir du mois d'août aux familles tout entières. Ces massacres se firent sous des formes d'une rare barbarie. Les victimes étaient amenées hors des agglomérations auprès de grandes fosses.

Contraintes de se déshabiller et de faire la queue jusqu'au lieu d'exécution, il leur fallait s'agenouiller au bord de la fosse ou se coucher au fond du trou sur la rangée de victimes précédentes pour être tuées d'une balle dans la nuque ou dans la tête. Cette boucherie fit en tout au moins un million de morts.

La fusillade continua à être utilisée dans les années suivantes en Union

soviétique, mais, dès l'automne de 1941, les nazis recoururent à la méthode du gazage, qui avait le triple avantage d'être plus efficace au vu du nombre des victimes, de pallier la tension psychique ressentie par les bourreaux et de mieux préserver le secret.

Cette deuxième étape coïncida avec le lancement de l'entreprise d'extermination à l'échelle européenne vers le début de l'automne de 1941. Jusque-là, les victimes avaient été tuées sur place ; désormais, elles seraient amenées aux centres d'exécution que la SS commença à construire à l'Est dès la fin de 1941. La machine de déportation, dirigée par le service d'Eichmann à Berlin, tourna à plein régime à partir du printemps de 1942.

Le gazage avait déjà été employé par les nazis pour tuer les malades mentaux allemands dans le cadre de ce qui fut improprement appelé l'opération d'"euthanasie", une opération qui débuta à l'automne de 1939 et fit plus de 70 000 victimes. La procédure alors inventée fut reprise sans changement majeur et appliquée aux juifs.

Les victimes étaient priées de se dévêtir sous prétexte de prendre une douche et amenées dans des pièces hermétiques, camouflées en salles de douches, où elles étaient enfermées et gazées depuis l'extérieur. Des camions à gaz furent également utilisés ; au lieu d'être amenées à une salle de douches factices, comme on le leur avait dit, les victimes dévêtues étaient poussées dans un camion muni d'un caisson hermétique et dont les gaz d'échappement étaient dirigés vers l'intérieur.

Les cadavres étaient ensuite incinérés ; tous les objets et accessoires, jusques aux dents en or et aux cheveux, étaient soigneusement récupérés.

L'assassinat par gazage se produisit dans certains camps de concentration ; mais il fut avant tout effectué dans des camps créés pour pratiquer l'extermination sur une grande échelle. Ces camps d'extermination furent au nombre de six, tous situés sur le territoire de l'ancienne Pologne ; deux d'entre eux (Chelmno et Auschwitz) étaient localisés en Pologne annexée et se trouvaient donc formellement en territoire du Reich.

Parmi ces six camps, quatre furent exclusivement des camps d'extermination et servirent à tuer en priorité les juifs de Pologne, subsidiairement des juifs d'autres provenances. A Chelmno (environ 150 000 victimes), des camions à gaz furent utilisés, tandis qu'à Belzec (550 000), Sobibor (200 000) et Treblinka (750 000), soit les trois camps créés dans le cadre de l'"Action Reinhard", les victimes furent tuées dans des salles de douches factices à l'aide des gaz d'échappement produits par de gros moteurs diesel.

Les deux derniers camps furent à la fois des camps de concentration et des camps d'extermination ; la sélection pour le travail, qui ne concernait qu'une petite partie des arrivants, équivalait de toute façon à une extermination différée. Le camp de Maïdanek, près de Lublin, n'eut qu'une importance limitée (50 000 victimes), à la différence de celui d'Auschwitz.

Conçu au départ pour des prisonniers politiques polonais, Auschwitz fut agrandi pour recevoir des prisonniers de guerre soviétiques, avant de devenir un immense camp de production économique, dont la main-d'œuvre servile venait de l'Europe entière.

Une extension du camp, située à Birkenau , fut spécialement affectée à l'extermination des juifs. Des installations y furent construites sur une grande échelle ; au sommet de leur activité, pendant l'été de 1944, les crématoires brûlaient plus de 20 000 cadavres chaque jour. C'est là que furent tués la plus grande partie des juifs amenés de l'Europe occidentale et balkanique au terme d'un hallucinant voyage dans des trains de marchandises. Le gaz utilisé était un désinfectant puissant, le zyklon B; au moins un million de juifs furent tués dans cet "anus du monde".

Les estimations concernant le total des victimes juives s'échelonnent entre cinq et six millions. En suivant, comme on l'a fait jusqu'ici, l'évaluation (5 100 000) de Raul Hilberg (*La destruction des juifs d'Europe*), que certains historiens jugent trop basse, les fusillades firent environ 1 300 000 victimes ; les camps, avant tout les camps d'extermination, furent responsables de la mort de près de trois millions de personnes ; et plus de 800 000 autres personnes succombèrent aux privations et maladies que leur valut l'enfermement dans les ghettos.

Le résultat fut la disparition de la plus grande partie des juifs d'Europe orientale, et notamment de près de trois millions de juifs polonais. En même temps qu'eux fut anéanti tout un univers de traditions et de culture, une mosaïque de mémoires et d'aspirations aux richesses désormais évanouies.

La genèse de l'extermination

Comment une entreprise criminelle aussi gigantesque vint-elle au jour ? Sur ce point, nos connaissances sont relativement moins assurées, faute de documents qui puissent nous éclairer sur la date de la décision et sur les arrière-plans de celle-ci. Les historiens ne s'accordent pas sur la datation, les uns situant la décision fatale au printemps de 1941, les autres à l'automne, voire à la fin de cette même année 1941.

S'ils n'ont pas de doute sur la responsabilité ultime de Hitler, ils hésitent sur la nature de la décision qu'il prit. Fut-elle préméditée ou improvisée ? Fut-ce la traduction en actes de l'intention d'un homme ou l'aboutissement d'une radicalisation produite par les circonstances ?

Pendant plusieurs décennies, l'opinion dominante privilégia la première interprétation. Depuis un certain nombre d'années, la seconde trouve de plus en plus de faveur. Il est vrai qu'il est difficile de documenter l'existence d'un programme d'extermination chez Hitler. Ses écrits et ses propos exhalent, certes, la haine la plus féroce des juifs ; mais il est malaisé de prouver que l'extermination fut, chez lui, un objectif politique arrêté dès les années 1920, au même titre que la conquête de l'espace vital, par exemple. Tout indique plutôt que sa préoccupation centrale était d'éloigner les juifs de la sphère d'influence allemande ; c'est effectivement la politique que suivit son régime jusqu'en 1941.

Jusqu'à cette date, en effet, la politique du III^e Reich visa à faire émigrer les juifs. Les nazis usèrent d'abord de moyens indirects pour accélérer leur départ, puis en 1938-1939, passèrent à une politique d'émigration forcée, qui s'accompagna de la confiscation de la plus grande partie de leurs biens.

A ce moment-là, voyant que le "problème juif" allait être résolu en Allemagne, Hitler manifesta l'intention de trouver également une solution à l'échelle

continentale ; son idée était de regrouper les juifs d'Europe sur un territoire qui leur servirait de "réserve". La guerre étant survenue, qui rendait l'émigration plus difficile, et les victoires du Führer agrandissant le nombre de juifs sous sa domination, il envisagea de créer une "réserve" sur un territoire périphérique : d'abord en Europe même, dans la région polonaise de Lublin, puis, après la défaite de la France, outre-mer, dans la colonie de Madagascar.

La concentration de la population juive d'Europe sur l'un de ces territoires aurait entraîné une décimation considérable ; cette solution n'en était pas moins différente, par sa nature, de l'extermination.

En se lançant dans l'extermination à partir de 1941, le régime nazi franchit incontestablement un seuil. L'éloignement des juifs allait désormais se faire sous la forme de leur suppression physique. D'une façon ou d'une autre, ce changement fut lié à la campagne contre l'URSS, vraisemblablement à la tournure inattendue qu'elle prit. Au lieu de se terminer en quelques mois, comme les dirigeants nazis l'avaient escompté, les combats se prolongeaient.

En menaçant de se poursuivre par-delà l'hiver, ils portaient le risque majeur d'une guerre longue, dont le Reich ne pourrait sortir qu'affaibli, sinon défait. Il semble bien, car ce point demeure objet de discussion pour les historiens, que tel fut le contexte dans lequel Hitler se décida à exterminer les juifs ; il avait toujours vu en eux ses adversaires fondamentaux, il les tenait pour les responsables ultimes de la situation dans laquelle il se trouvait.

On ne peut soutenir pour autant que cette décision fut improvisée, qu'elle n'aurait été qu'une réaction impulsive à un échec qui se profilait. Hitler avait annoncé, en effet, qu'il s'en prendrait aux juifs sous certaines conditions. Le 30 janvier 1939, il avait déclaré devant le Reichstag que, si une nouvelle guerre mondiale venait à éclater, la conséquence en serait l'anéantissement de la race juive en Europe.

En janvier 1941, il avait répété ce qu'il qualifiait lui-même de "prophétie". Par "guerre mondiale", il entendait manifestement une situation de guerre sur tous les fronts, un conflit dans lequel le Reich serait aux prises non seulement avec

l'Angleterre, mais encore avec l'URSS et les Etats-Unis.

La résistance inattendue de l'Union soviétique et le prolongement de la campagne à l'Est ouvraient, à la fin de l'été de 1941, la perspective d'une guerre sur tous les fronts. Les juifs étaient promis à être les premières victimes de ce renversement de fortune.

Même si le débat historique reste ouvert sur la datation précise de la décision et sur sa nature profonde, le génocide est, dans tous les cas, fondamentalement lié à l'antisémitisme et, de façon plus large, au racisme nazi. La vision hitlérienne du monde, en particulier, fut d'une importance capitale, fondée comme elle l'était sur l'obsession de la pureté de la race allemande, sur l'idée d'une hiérarchie des races, enfin sur le projet d'un remodelage racial de la carte européenne.

Quels qu'aient été les projets intimes de Hitler, son racisme était dès le départ porteur de génocide, que cette virtualité prenne en définitive la forme d'une décimation ou d'une extermination intégrale.

A côté des juifs, d'autres peuples, comme les Tsiganes et les Slaves, furent exposés aux effets meurtriers de ce racisme. Mais seule la mort des juifs fut poursuivie avec acharnement, jusqu'aux derniers soubresauts du régime. Et les juifs furent tués pour la seule raison qu'ils étaient juifs.

Même si elle trouva son premier champ d'activité sur le territoire soviétique durant l'été de 1941, l'extermination ne fut pas motivée en premier lieu par l'anticommunisme, mais bien par l'antisémitisme. Peu importait que les persécutés fussent des juifs d'Europe occidentale, identifiés comme les meilleurs soutiens du capitalisme, ou des juifs de l'Europe orientale, censés être les piliers du régime communiste : ils méritaient tous la mort.

Hitler joua un rôle irremplaçable en lançant et en maintenant jusqu'au bout l'élan de la machine de destruction. Dans son *Testament* d'avril 1945, il se félicitait de ce qu'il avait accompli et appelait les futures générations allemandes à achever le travail. Lui absent, il n'est pas sûr que le génocide aurait été entrepris, et surtout qu'il aurait été poursuivi aussi fanatiquement.

Himmler lui-même faiblit dans sa résolution et commença en 1944 à négocier, à l'insu de son chef, avec les Alliés, se montrant prêt à stopper l'extermination en échange d'un accord politique.

Mais, si Hitler fut irremplaçable, on ne saurait oublier que d'une certaine manière il ne fit qu'incarner, de manière extrême, il est vrai, une tradition antisémite européenne, une tradition particulièrement forte en Europe centrale. Depuis des décennies, les juifs étaient dépeints comme des parasites, comme de la vermine qu'il s'agissait de faire disparaître.

En leur déniaient la dignité d'êtres humains, en multipliant les appels haineux à la mort, le terrain était ensemencé pour l'extermination. Que celle-ci ait été en définitive accomplie, pour une large partie en utilisant comme moyen de gazage un désinfectant destiné à détruire la vermine illustre, même si ce ne fut pas une intention consciente, la logique meurtrière de ces désignations.

Les conditions de réalisation du génocide

A l'évidence, l'extermination des juifs ne fut pas accomplie par le seul Hitler ni par la seule SS. Il faut donc s'interroger sur ce qui a rendu possible une entreprise criminelle aussi massive, sur les conditions qui l'ont permise, sur les cercles concentriques des responsabilités. Parmi les conditions favorables, il faut mentionner, en premier lieu, le secret.

L'extermination fut menée avec un souci extrême de dissimulation. Dans les échanges officiels, des expressions stéréotypées servirent à la camoufler : les juifs étaient "évacués", pour être "mis au travail" "à l'Est", cela dans le cadre de la "solution finale de la question juive". Le souci de dissimulation alla jusqu'à tenter de supprimer toute trace du crime.

En juin 1942, Himmler confia à l'un de ses subordonnés la mission de retrouver les fosses communes laissées par les Einsatzgruppen pour en déterrer les cadavres et les brûler ; la tâche ne fut qu'imparfaitement accomplie avant l'arrivée des troupes soviétiques.

Les efforts de camouflage trouvaient naturellement un renfort précieux dans la dimension incomparable du crime. Parce qu'il était difficilement imaginable, les échos et les rumeurs qui circulaient à son propos à travers l'Europe rencontraient souvent scepticisme et incrédulité.

Mais, en définitive, c'est le contexte de la guerre totale qui fut le facteur essentiel. Seule la situation qui prévalut à partir de la fin de 1941, avec l'entrée dans le conflit du Japon et des Etats-Unis, permit au génocide d'être perpétré sans difficulté majeure. La censure et la répression s'exerçaient avec plus de force que jamais, étouffant le flux des informations et rendant périlleux tout acte de désaccord ou d'opposition.

Chacun était, de toute façon, porté à se soucier en premier lieu de son sort et de celui de sa famille. Les souffrances subies, l'angoisse du lendemain émoussaient ou refoulaient les sentiments ordinaires de compassion pour le destin d'autrui.

Quant aux responsabilités, elles furent de divers ordres, avec des degrés différents. L'exécution directe du génocide fut le fait d'un cercle relativement limité d'individus. Peu de gens avaient une vue d'ensemble sur l'entreprise, en dehors des responsables de l'appareil policier. Mais ceux-ci auraient été impuissants s'ils n'avaient bénéficié de la coopération, de l'acquiescement, de la passivité et même de l'indifférence d'un grand nombre de gens en Allemagne et à travers l'Europe.

On a vu que les plus hauts responsables de l'administration allemande accordèrent leur coopération en connaissance de cause, lors de la conférence de Wannsee. Les échelons inférieurs, qui étaient, eux, officiellement tenus dans l'ignorance, firent leur travail avec zèle, marquant les juifs, confisquant leurs biens et les déportant, comme s'il allait de soi que l'on dût envoyer à l'autre bout de l'Europe, en pleine guerre, des personnes âgées, des malades et des infirmes, pour les y mettre au travail.

Quant à l'armée allemande, sa passivité, sa tolérance et parfois sa complicité active pesèrent lourdement : une attitude plus courageuse aurait rendu difficile, voire impossible, aux troupes de Himmler d'effectuer des massacres aussi massifs

de populations civiles en URSS.

Enfin, certains milieux économiques n'hésitèrent pas à tirer parti de la main-d'œuvre juive que leur offrait la SS, comme à Auschwitz, sans que pût exister le moindre doute sur le sort ultime de ces travailleurs.

Mais la machine d'extermination bénéficia également d'aides précieuses en dehors de l'Allemagne. A l'Est, où l'occupant avait supprimé les administrations indigènes, cette aide fut le fait d'individus.

Les exécutants des fusillades en Union soviétique, comme les surveillants des camps d'extermination en Pologne occupée, furent généralement des collaborateurs lituaniens ou ukrainiens, opérant sous les ordres de membres de la SS.

Dans le reste de l'Europe, l'entreprise d'extermination reçut l'appui direct ou indirect des administrations existantes. Dans des pays satellites du Reich, comme la Slovaquie et la Croatie, la déportation des juifs fut concédée sans difficultés. Dans les pays de l'Europe occidentale, elle fut imposée par l'occupant ; les administrations locales durent apporter sous la contrainte un concours qui se révéla irremplaçable au vu de l'insuffisance des effectifs policiers allemands et de leur manque de connaissance du terrain.

Il en alla un peu différemment en France, où subsistait un gouvernement formellement souverain, en dépit de l'occupation de la moitié du pays. Le régime de Vichy se comporta, pour ce qui concernait les juifs, comme le firent la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie, pays dans la mouvance de l'Allemagne nazie.

Après avoir adopté de son propre chef une législation antisémite, il accepta de collaborer au programme de déportation. La police française arrêta les juifs étrangers, les concentra dans des camps, les chargea dans les convois et les escorta jusqu'à la frontière.

Comme les gouvernements bulgare, hongrois et roumain, le gouvernement de Vichy prétendait protéger les juifs qu'il reconnaissait comme Français en

abandonnant à leur sort les juifs étrangers et apatrides, ainsi que ceux qu'il avait décidé de dénaturiser.

Pour tous ces régimes, l'occasion paraissait bonne de se débarrasser d'une population sur laquelle l'antisémitisme indigène avait fixé la responsabilité de tous les maux. Tous manifestèrent avec le temps, il est vrai, des réticences croissantes, à mesure que la guerre prenait une tournure favorable aux Alliés.

En Hongrie, seule l'occupation du pays réalisée par les Allemands en mars 1944 ouvrit la voie à la déportation et à l'extermination massive des juifs hongrois.

En face de ces concours – dont il est difficile de dire jusqu'à quel point ils furent donnés en pleine connaissance de leurs conséquences, mais qui, dans tous les cas, furent d'une importance cruciale –, quelles pouvaient être les forces de freinage, sinon de blocage ?

Malgré la censure, malgré les mesures de camouflage, les nouvelles sur les massacres filtraient, circulaient à travers le continent. Même si elles avaient été largement connues et surtout crues, il était bien peu de choses qui pouvaient être faites pour les victimes. Il n'en allait pas de même pour les mesures de déportation, ce premier acte dont tout le reste découlait.

A cet égard, l'attitude des populations varia selon les pays, selon la force des traditions antisémites et les réactions que provoquait le joug de l'occupant. En Allemagne, la population assista passivement à la déportation des juifs, même si des gestes de secours furent faits ici et là.

Dans les pays occupés, les réactions allèrent de l'ambiance plutôt hostile qui régnait en Pologne à la solidarité manifestée en Hollande – où une grève fut déclenchée au printemps de 1941, soit avant la mise en marche de l'extermination, pour protester contre la déportation punitive d'un certain nombre de juifs hollandais – et surtout au Danemark, où la fuite des juifs danois vers la Suède fut assurée grâce à d'innombrables dévouements.

Après la disparition du pluralisme politique et social dans l'Europe nazie, les

Eglises restaient les seules forces organisées. En Allemagne même, elles brillèrent par leur silence. Alors que par leurs protestations, elles avaient amené Hitler à suspendre l'opération d'"euthanasie" au cours de l'été de 1941, elles se turent devant la déportation des juifs, n'intervenant que de façon vague et molle en 1943, lorsque se firent insistantes les rumeurs concernant les massacres à l'Est.

Il est difficile de savoir quelle aurait été la réaction de Hitler face à des protestations résolues ; le fait est qu'elles n'eurent pas lieu. Dans les pays occupés, les Eglises, ou plus exactement des fractions du clergé, firent preuve de davantage de courage et protestèrent contre les déportations, parfois contre les massacres eux-mêmes, quand les nouvelles leur en étaient parvenues.

Que ce soit dans l'Eglise orthodoxe, dans les Eglises protestantes ou dans l'Eglise catholique, des membres du clergé firent entendre leur voix et contribuèrent aux actions de secours en faveur des juifs.

En revanche, le Vatican, sous la houlette de Pie XII, garda le silence, tout comme le Comité international de la Croix-Rouge ; pour des raisons différentes, ces deux grandes institutions morales pensaient avoir davantage à perdre qu'à gagner en intervenant en faveur des juifs et en dénonçant les monstruosité effectuées par le régime nazi.

Les Alliés eux-mêmes ne firent pas, il est vrai, tout le possible en faveur des juifs. S'ils publièrent une déclaration solennelle le 17 décembre 1942 pour dénoncer le génocide en cours et promettre un châtement aux exécutants, ils eurent tendance en général à s'en remettre à l'issue militaire du conflit, sans chercher à entreprendre dans l'immédiat tout ce qui pouvait sauver des vies juives.

Outre l'antisémitisme bien réel qui existait dans certains secteurs de l'administration britannique et américaine, des intérêts stratégiques et politiques (la question palestinienne pour l'Angleterre, les réticences dans les deux pays à accroître l'immigration juive) expliquent la modestie des actions de secours immédiat. Même la proposition, facilement réalisable, qui fut faite de bombarder Auschwitz, ce qui aurait pu bloquer la machine de destruction durant l'été de 1944, ne fut pas acceptée par les autorités militaires alliées.

Faut-il, enfin, mettre en cause, comme l'ont fait certains auteurs (Raul Hilberg, Hannah Arendt), la responsabilité des victimes elles-mêmes, accusées d'avoir, par leur attitude, facilité la tâche des bourreaux ? Les nazis surent effectivement amener leurs victimes à collaborer au massacre, notamment en utilisant les conseils juifs qui avaient été créés sur leurs ordres.

Chargés d'organiser la vie des juifs dans les ghettos, ces conseils eurent au bout du compte à décider de la composition des convois de déportation et à assurer l'obéissance des personnes désignées, contribuant ainsi dans une certaine mesure au bon fonctionnement de la machine de destruction.

Plus généralement, il est vrai que les juifs réagirent à leur sort par la passivité, encore qu'il ne faille pas sous-estimer les actions de résistance, dont le combat du ghetto de Varsovie demeure l'exemple le plus important. Cette passivité elle-même s'explique aisément si l'on prend en considération des facteurs tels que les traditions non militaires des juifs dans la diaspora, le souci de ne pas aggraver le sort de sa famille, l'existence d'un environnement souvent hostile, enfin l'état d'épuisement physique et mental dans lequel se trouvaient les juifs après quelques mois de vie dans les ghettos. C'est, en définitive, un sophisme intolérable que de faire des juifs les coresponsables de leur sort.

Au total, si un nombre appréciable de secours leur furent accordés à titre individuel à travers l'Europe, ils se trouvèrent seuls au moment de la plus grande tragédie de leur histoire. Au niveau de ses responsables suprêmes, le génocide découla d'un antisémitisme extrême ; mais sa réalisation fut facilitée par l'existence en Europe d'un antisémitisme diffus qu'avait enraciné une culture chrétienne millénaire et ravivé le racisme de la fin du XIX^e siècle.

Ce ne fut pas tant une hostilité active ou une volonté de nuire qui détermina l'attitude de la grande partie des Européens, mais plutôt une sorte d'indifférence défiante fondée sur le sentiment profondément ancré que les juifs étaient des étrangers.

La Shoah dans l'histoire

Par sa monstruosité, la Shoah constitue un défi que n'affaiblit pas le passage

du temps. Quelques-uns veulent, certes, "assassiner la mémoire" (selon l'expression de Pierre Vidal-Naquet) en niant ce que le génocide des juifs eut de plus spécifique, à savoir les chambres à gaz.

D'autres veulent, pour faire "passer le passé" (Ernst Nolte), dissoudre la singularité de l'événement, comme il apparut de manière exemplaire à la faveur du débat qui agita les historiens d'Allemagne fédérale pendant l'été de 1986. Nolte avait donné le coup d'envoi en soutenant que le génocide des juifs aurait été une réplique à la terreur bolchevique, une copie plus monstrueuse, mais une copie néanmoins, de l'extermination de classe réalisée par les révolutionnaires russes.

D'autres historiens ont continué ce nivellement en ajoutant à la série d'autres massacres, comme ceux qui furent effectués par les Khmers rouges au Cambodge.

La comparaison est un exercice historique légitime, pour autant qu'elle soit fondée et dans la mesure où elle ne perd pas de vue ce qu'a de singulier chaque phénomène historique. Il est parfaitement raisonnable de rapprocher l'extermination des juifs de celle des Tsiganes ou des Arméniens, du moins si l'on s'efforce de montrer les différences autant que les similitudes.

Mais il est évident que la terreur stalinienne ou les massacres des Khmers rouges ne peuvent être rangés dans la même catégorie. Les victimes ne furent pas tuées, ici, sur la base d'une différence ethnique, réelle ou attribuée, mais sur le fondement de critères politico-sociaux qui répondaient à une ambition de transformation révolutionnaire de la société.

Par-delà le problème historique que représente l'évaluation de la singularité du génocide juif, la Shoah est aussi et surtout un objet de mémoire, et d'abord pour les juifs. La catastrophe a eu pour effet d'accélérer la création de l'Etat d'Israël ; la vie de ce dernier comme l'identité des juifs de la diaspora sont demeurées fondamentalement liées à ce souvenir.

Pour les Israéliens, la Shoah fournit une justification majeure à la solution sioniste ; l'histoire s'est en quelque sorte prononcée contre l'assimilation ; elle a

prouvé le danger mortel que recèle pour les juifs la vie en diaspora. La majorité des juifs continuent néanmoins de vivre en dehors d'Israël ; chez eux, le souvenir du génocide nourrit l'attachement à Israël et renforce leur identité de juifs vivant en diaspora.

Le génocide des juifs sollicite, enfin, la conscience des Européens, dans la mesure où il représenta la négation absolue de ce qui avait formé jusque-là le mouvement de la civilisation européenne, la foi dans le progrès, les valeurs de liberté et de tolérance incarnées dans les Droits de l'homme. Le fait qu'un événement aussi barbare ait pu naître dans un pays comme l'Allemagne et être accompli au beau milieu de l'Europe demeure un foyer vivant d'interrogations, tout comme demeure inquiétant l'aspect technique et administratif que prit le génocide.

L'incroyable mélange de pulsions archaïques et de mécanismes modernes (Saul Friedländer) qui fut au ressort de son accomplissement fait à la postérité un devoir de réflexion et de vigilance.